

Le leadership canadien dans l'économie mondiale – aujourd'hui et demain

Allocution prononcée par

Victor G. Dodig

président et chef de la direction, Banque CIBC

devant

Forum des politiques publiques

Toronto, Ontario

Le 11 avril 2019



Bonjour. Merci, Neil. Et merci à Ed ainsi qu'au Forum des politiques publiques pour l'invitation. Je suis heureux d'être parmi vous pour le sommet d'aujourd'hui.

À bien des égards, le Canada occupe une position enviable dans le monde tel qu'il est à l'heure actuelle.

Notre réputation est admirable. Nous sommes perçus comme un pays avancé, progressiste et accueillant, une nation sûre et stable où évoluent une population et une main-d'œuvre diversifiées.

Nos citoyens sont bien instruits. Parmi les pays du G7, nous comptons la plus forte proportion de diplômés collégiaux et universitaires. Le nombre de jeunes étudiants en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques (les disciplines STIM) grimpe plus rapidement comparativement aux autres programmes universitaires.

Nos ressources naturelles sont recherchées. Le Canada est le quatrième producteur de pétrole en importance au monde et se classe au troisième rang pour les réserves prouvées sur la planète. Nous abritons 10 % des forêts mondiales. D'autres pays achètent notre or, notre minerai de fer, notre potasse, notre blé, notre hydroélectricité, et bien plus encore.

Et notre économie est solide. Le taux de chômage est bas. Les entreprises continuent d'investir dans de nouveaux employés. Et, malgré de petits accidents de parcours survenus vers la fin de l'année dernière, l'économie canadienne a enregistré une croissance d'un bon 1,8 % en 2018.

Somme toute, nous pouvons être fiers de la position que nous occupons aujourd'hui. Mais cela ne veut pas dire que nous devrions en être satisfaits. Nous pouvons faire plus.

Bien que nous ayons de solides assises et les ressources nécessaires pour bâtir l'avenir, notre réussite n'est pas garantie dans ce monde qui évolue à un rythme sans précédent.

Au cours des dernières années, les tendances géopolitiques ont connu un important revirement. Le protectionnisme a refait surface, et les différends commerciaux sont devenus plus courants.

Les économies émergentes exercent plus d'influence à l'échelle mondiale. Elles stimulent la demande de biens et de services, mais elles font aussi concurrence à des nations plus établies.

Dans un tel contexte, le coût des occasions ratées est élevé. Nous ne pouvons pas nous permettre d'adopter une approche réactive et d'espérer que tout ira pour le mieux.

Pour bâtir le Canada de l'avenir – pour assurer notre croissance et maintenir notre compétitivité – nous devons faire preuve d'ambition à l'échelle nationale dans trois secteurs clés.

Examiner le portrait d'ensemble de notre « entreprise familiale »

D'abord, nous devons examiner nos occasions de croissance à l'échelle nationale, particulièrement lorsqu'il s'agit de l'infrastructure qui assurera l'exportation des produits et services canadiens.

Soyons parfaitement clairs : pour prospérer et croître, le Canada doit nouer de solides relations commerciales et disposer d'investissements étrangers stables, patients et à long terme.

Au cours de la dernière année, les investissements étrangers ont repris au Canada grâce à un investissement accru dans le secteur de la fabrication, après une année 2017 que l'on ne peut qualifier que de décevante.

Mais nous restons en proie à des difficultés, qui sont évidentes notamment dans notre secteur de l'énergie.

À bien des égards, l'énergie, c'est l'« entreprise familiale » pour les Canadiens. Ce n'est pas tout le monde qui travaille dans le secteur, mais c'est tout le monde qui en profite.

À l'heure actuelle au Canada, il y a plusieurs importants projets d'infrastructure qui sont à diverses étapes de discussion et de développement. Chacun présente ses propres défis. Collectivement, ils représentent une occasion en or pour nous de prouver au monde entier que le Canada est un chef de file en matière d'énergie.

Malheureusement, nous n'abordons pas ces projets collectivement, et voilà une occasion ratée.

Les ressources naturelles sont une grande force chez nous, mais nous ne devons pas perdre de vue qu'il s'agit d'une force nationale, une force qui bénéficie d'un dialogue et d'une approche à l'échelle du pays.

On peut penser aux pipelines en Alberta, à Hydro au Québec et aux projets d'envergure à Terre-Neuve-et-Labrador, et très facilement s'empêtrer dans les détails et les nuances de chacun.

Ou bien, on peut tous les voir comme faisant partie d'un ensemble de grandes initiatives – des initiatives CANADIENNES – qui pourrait aider notre pays à prospérer sur la scène mondiale.

Nous nous attardons trop à nos propres enjeux régionaux et trop peu aux défis auxquels font face les autres.

Lorsque nous avons construit le chemin de fer d'un bout à l'autre du Canada, nous avons unifié toute une nation. Nous avons jeté les bases de notre réussite future en regardant au-delà des frontières régionales.

Nous avons perdu cet esprit de fiabilité mutuelle. Dans le secteur de l'énergie seulement, nous avons de nombreuses occasions de nous fier les uns aux autres, qu'il s'agisse d'utiliser le système hydroélectrique de la Colombie-Britannique pour alimenter l'exploitation des sables bitumineux ou encore de faire profiter l'Ontario et l'Est du Canada de l'électricité que nous produisons au Québec.

Le Canada a le potentiel d'approvisionner le monde entier grâce à ses ressources naturelles. Pour moi, il n'y a pas d'autres pays aussi riches en pétrole, en gaz, en potasse, en uranium, en bois d'œuvre et en eau douce. Nous devons nous concentrer sur notre occasion commune pour positionner ce que l'ensemble du Canada peut offrir au reste du monde.

Les avantages potentiels d'une telle approche sont réels, et le secteur de l'énergie l'illustre bien. Il emploie presque un million de personnes directement ou indirectement, et représente plus de 11 % de tous les revenus d'exploitation perçus par les gouvernements du Canada.

Les possibilités de croissance sont là... Il nous faudrait obtenir les investissements dont nous avons besoin et exporter notre énergie au-delà des États-Unis.

Mais nous ne pouvons pas nous attendre à améliorer notre position à l'échelle mondiale sans au préalable mettre de l'ordre chez nous.

Comme pays, nous devons trouver un moyen de concilier nos intérêts en matière d'économie, d'environnement et de sécurité avec la nécessité de demeurer concurrentiels à l'échelle mondiale et d'attirer le capital dont nous avons besoin pour stimuler notre croissance. Cela signifie :

- Créer un système de réglementation qui est efficace, mais aussi efficient.
- Clarifier les règles régissant les investissements étrangers et l'approbation de projets.
- Prouver au monde entier que nous pouvons mener à bien de grands projets.

Je précise que je ne prône pas l'idée que nous acceptons tout ce que l'on nous présente.

Il faut que le plein impact de chaque projet soit évalué au moyen d'analyses environnementales, et qu'il y ait en parallèle un processus de consultation auprès des peuples autochtones.

Nous devons toutefois avoir un cadre précis pour exporter notre énergie d'une façon qui fera du Canada un endroit intéressant où investir.

Permettez-moi un instant d'aborder la question d'un point de vue environnemental... Parce que c'est essentiel aussi bien pour notre réputation à l'échelle mondiale que pour notre responsabilité envers les prochaines générations.

En tant que chef de file mondial en matière de production d'énergie responsable, nous ne nous rendons pas service à nous-mêmes, ni à la planète, lorsque nous cherchons à restreindre les exportations canadiennes de produits énergétiques.

Nous permettons en fait à d'autres pays de répondre à la demande croissante, des pays qui acheminent du pétrole, du gaz et du charbon produits selon des normes moins rigoureuses en matière d'environnement.

L'énergie durable est recherchée, et nous maîtrisons l'art d'en produire. Nous devons donc attirer des investissements en tirant parti de notre renommée mondiale.

Nous pourrions notamment y arriver en structurant pour les investisseurs institutionnels des moyens de placement qui non seulement reconnaissent l'énergie durable, mais appuient les investissements dans la technologie et l'innovation de sociétés d'énergie traditionnelles qui ont réalisé de grands progrès en vue de rendre leur produit énergétique plus durable.

Des approches novatrices visant à attirer des capitaux et à financer des activités traditionnelles ont déjà fait leurs preuves, comme ça a été le cas avec le crédit d'impôt pour exploration minière. Nous bénéficions tous de ce type de raisonnement.

Le fait est que, pour arriver à construire l'infrastructure dont nous avons besoin pour exporter nos ressources, nous ne pouvons pas avoir des conversations régionales en vase clos. Nous devons montrer à nos partenaires commerciaux mondiaux que nous considérons nos actifs et nos occasions comme étant interdépendants.

Le fondement d'une famille, c'est la fiabilité mutuelle – on y collabore pour le plus grand bien de tous. Nous devons montrer au monde que le Canada prend les « affaires de famille » très au sérieux.

Renforcer le quatrième pilier de notre économie

Ensuite, tout en gérant bien notre économie aujourd'hui, nous devons également bien nous positionner pour pouvoir profiter des prochaines occasions de croissance.

Au Canada, les piliers de l'économie ont toujours été nos ressources naturelles, nos services financiers et nos éléments d'actif forts, comme l'immobilier et l'infrastructure.

Il existe un quatrième pilier, à savoir les services de la nouvelle économie. Et nous n'en faisons pas assez à cet égard.

Il faut en faire plus pour nous positionner comme chef de file mondial dans des secteurs de la génération montante, comme l'énergie propre, l'intelligence artificielle, la conception graphique, la consultation et d'autres domaines axés sur les services.

À l'heure actuelle, les services représentent environ 17 % de l'ensemble de nos exportations, comparativement à 33 % aux États-Unis et à 45 % au Royaume-Uni.

Nous avons clairement une marge de manœuvre et des occasions pour croître. Alors que le numérique gagne du terrain à l'échelle mondiale, nos efforts d'innovation ainsi que notre main-d'œuvre bien instruite devraient permettre au Canada d'affronter la concurrence.

Mais si nous voulons continuer à réussir, il nous faut deux types de capital : du capital intellectuel, qui repose sur l'immigration et l'éducation, et du capital financier, pour financer des entrepreneurs qui veulent se lancer en affaires ici et rester ici.

Le capital intellectuel prend sa source en nous tous. C'est notre capacité collective en tant que nation à nous offrir notre expertise mutuellement et à l'offrir au reste du monde.

Pour faire croître notre capital intellectuel, il nous faut plus d'immigrants. Ce n'est pas une opinion, c'est de l'arithmétique.

Dans les années 1960, les Canadiennes donnaient naissance à 3,2 enfants en moyenne. Aujourd'hui, c'est 1,6. Ajoutons à l'équation une population vieillissante, et nous obtenons des lacunes dans la main-d'œuvre qui ne feront qu'augmenter au cours des prochaines années.

Le Canada a donc augmenté le nombre d'immigrants au cours des dernières décennies. Dans les années 1990, moins de la moitié de notre croissance démographique était attribuable à l'immigration. Aujourd'hui, c'est 80 % – un sommet record.

Toutefois, pour que notre économie réalise son plein potentiel, nous devons accueillir davantage de gens compétents.

Voici pourquoi : une solide croissance s'est traduite par une baisse du taux de chômage, mais de plus en plus d'entreprises affirment maintenant qu'elles n'arrivent pas à trouver suffisamment de travailleurs compétents.

Selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, le taux de postes à pourvoir dans notre pays se situe à un niveau record. Son dernier sondage a révélé que 430 000 emplois n'avaient pas été pourvus pendant quatre mois ou plus.

Lorsque des postes restent vacants, c'est une occasion ratée pour les entreprises... et pour le Canada. De fait, la croissance du PIB plafonne.

Notre principale priorité est de simplifier davantage le processus d'entrée pour les candidats de haut niveau, notamment les travailleurs spécialisés et les cadres supérieurs.

Le Programme de visa pour démarrage d'entreprise est un bon début. C'est un programme novateur et à faible coût qui met en relation certains investisseurs canadiens, comme des fonds de capital-risque et des incubateurs d'entreprises, avec des entrepreneurs immigrants qui ont hâte de se lancer en affaires au Canada. Les candidats admis au programme obtiennent la résidence permanente.

Le budget fédéral fait aussi état d'un pas dans la bonne direction, puisque le gouvernement a transformé en mesure permanente un projet pilote couronné de succès : le Volet des talents mondiaux. Cette mesure vise à procurer à un large éventail de sociétés un accès accéléré (en moyenne, quatre mois au lieu d'une année entière) à des travailleurs étrangers hautement qualifiés.

Ainsi, de plus nombreuses sociétés canadiennes disposeront désormais d'un accès rapide et amélioré à d'excellents candidats.

Nous devons poursuivre sur cette lancée et continuer de renforcer notre capacité à attirer des travailleurs hautement qualifiés.

Nous devons aussi rendre l'immigration plus efficace, pour le Canada comme pour les nouveaux arrivants. Pour ce faire, nous devons faire mieux sur le plan de la reconnaissance des compétences

et capacités – pour les médecins, les ingénieurs, et ainsi de suite – afin que les Néo-Canadiens réalisent plus rapidement leur plein potentiel.

En tant que fils d'immigrant réfugié et en tant que chef de la direction, je comprends le rôle essentiel que joueront les nouveaux arrivants dans la croissance du Canada au cours des années et des décennies à venir.

Même si nous acceptons davantage d'immigrants, nous devons en faire plus pour accroître le capital intellectuel de l'intérieur. Pour y parvenir, nous devons améliorer les résultats en matière d'éducation et assurer une meilleure adéquation entre les compétences et la demande.

Parmi les pays de l'OCDE, c'est au Canada que l'on retrouve la plus grande proportion de diplômés universitaires gagnant moins de la moitié du revenu médian. C'est un symptôme de déconnexion entre les compétences et les possibilités.

Or, selon le sondage 2018 sur les compétences du Conseil canadien des affaires, plus de 70 % des employeurs estiment que les nouveaux diplômés possèdent des compétences élémentaires en littératie et en numératie, mais seulement 49 % d'entre eux sont du même avis en ce qui concerne les compétences techniques.

Nous devons faire mieux pour nous assurer qu'à la fin de leurs études, les étudiants soient prêts et aptes à travailler dans les secteurs en croissance ou dans les domaines aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. C'est dans leur intérêt et dans celui de la population canadienne.

Nos grandes sociétés collaborent avec des établissements d'enseignement afin de commencer à pallier ce manque de compétences. Le sondage du Conseil canadien des affaires révèle que plus de 80 % de ces sociétés participent à des programmes d'alternance travail-études, de stages ou d'apprentissage, à des marathons de programmation ou à d'autres formes d'apprentissage intégré au travail.

Mais l'ampleur du défi ne cesse de croître. Dans le seul secteur des hautes technologies, 220 000 emplois très spécialisés seront à pourvoir d'ici 2021.

Une étroite collaboration entre les établissements postsecondaires, les gouvernements et les employeurs est plus que jamais nécessaire...

... pour que tout le monde connaisse les compétences et l'expertise requises à l'heure actuelle et dont nous aurons besoin plus tard...

... pour que l'on puisse orienter de plus nombreux étudiants vers des carrières qui amélioreront notre mode de vie ainsi que le leur...

... et pour mettre à contribution l'ensemble de la population active, y compris les personnes handicapées.

Je peux vous dire que bien des membres de l'équipe de cybersécurité de notre banque sont diplômés de collèges communautaires, où ils ont développé des compétences très pointues fort recherchées dans le marché du travail actuel.

Nous avons besoin de plus d'étudiants diplômés possédant de telles compétences ainsi qu'une volonté de poursuivre leur apprentissage et leur formation au fil de leur carrière.

La nouvelle Allocation canadienne pour la formation représente un petit pas dans la bonne direction (250 \$ par année pour aider à couvrir les frais de formation). Mais le gouvernement dispose d'autres moyens pour améliorer la situation. Songeons notamment à l'élargissement des utilisations possibles du REEE comme source de financement, afin d'inclure non seulement les études postsecondaires, mais aussi le recyclage d'une personne au cours de sa vie active.

Il nous faut également abolir la hiérarchie entre éducation universitaire et collégiale. D'autant plus que dans la nouvelle économie, aucune des deux n'est supérieure à l'autre. Chacune représente simplement un cheminement différent, un point de départ différent pour une vie entière d'apprentissage.

Nous voulons créer un cercle vertueux. Un système d'éducation qui met l'accent sur les compétences recherchées et des efforts ciblés pour attirer des immigrants capables de contribuer à des secteurs clés. Cette combinaison permettra de renforcer l'avantage

économique du Canada en stimulant la croissance dans le secteur de la technologie, le développement de ressources durables, et ainsi de suite.

Cela encouragera d'excellents candidats à venir en plus grand nombre au Canada, et des étudiants à choisir en plus grand nombre des carrières enrichissantes et bien rémunérées.

Ainsi, nous pourrons bâtir un capital intellectuel qui cultivera le leadership canadien dans un monde moderne fortement axé sur le numérique.

Nous avons aussi besoin d'un capital financier pour aider les entreprises canadiennes en croissance à atteindre leurs objectifs d'expansion au Canada plutôt qu'en dehors de nos frontières.

Au cours des dernières années, le Canada a commencé à s'affirmer avec plus d'assurance à cet égard. Les investissements de capital de risque au Canada ont franchi de nouveaux sommets l'an passé, culminant à plus de 22 milliards de dollars. Par habitant, c'est plus que les investissements de capital de risque réalisés à l'échelle des États-Unis.

Mais il reste encore beaucoup à faire pour disposer d'un réel avantage canadien dans ce domaine.

Trop de jeunes pousses canadiennes finissent par quitter le pays pour atteindre leur plein potentiel ailleurs dans le monde.

Nous devons agir afin que des sociétés prometteuses puissent naître et croître ici, au Canada.

Dans l'économie privée, notre nouveau groupe Services financiers Innovation CIBC a donné de très bons résultats à l'appui d'entreprises de la nouvelle économie des deux côtés de la frontière, en facilitant le financement de leur prochaine étape de croissance.

Nous devons aussi prévoir des incitatifs pour encourager les sociétés à entrer en bourse au Canada lorsqu'elles sont prêtes à lancer un premier appel public à l'épargne. Beaucoup de petites et moyennes entreprises qui s'inscrivent en bourse au Canada perdent les crédits d'impôt offerts pour soutenir leur croissance, ou passent d'office à une fourchette d'imposition plus élevée qui nuit à leur

capacité de réinvestir. Nous devons réfléchir à des politiques fiscales qui encouragent l'introduction en bourse des sociétés chez nous, notamment une réduction de l'impôt sur les gains en capital associés aux premiers appels publics à l'épargne.

En parallèle, nous devons continuer d'investir dans les supergrappes qui encouragent les entreprises à croître et à rester au Canada. Nous devons aussi contribuer à financer certains groupes mal desservis, par exemple au moyen du Fonds de croissance des entreprises du Canada, une initiative conjointe de 500 millions de dollars que mènent des entreprises de services financiers de premier plan pour fournir du capital de croissance patient et à long terme à des entreprises prometteuses du marché intermédiaire.

Notre pays n'a pas nécessairement besoin de plus d'entreprises de 40 000 employés. En fait, il nous faut plus d'entreprises de 1 000 et de 2 000 employés, surtout dans le secteur des services.

Nous devons avoir une approche du financement qui met davantage l'accent sur la diversité. Par exemple, de la somme record investie par les sociétés de capital de risque l'an dernier, seulement 4 % ont été attribués à des entreprises fondées par des femmes. Cela ne suffit pas. Nous devons investir dans des sociétés ayant une équipe de direction diversifiée.

Nous devons aussi réaffirmer notre engagement à investir dans l'intelligence artificielle. Des estimations indiquent que non moins de 85 % des entreprises en tireront parti d'ici 2020.

Nous devons reconnaître que, comme c'est souvent le cas lors d'avancées, certains emplois dans certains domaines seront rendus obsolètes par l'intelligence artificielle... et par les progrès technologiques de manière plus générale.

L'innovation a toutefois le potentiel de créer des emplois, des emplois intéressants et bien rémunérés dans des secteurs de croissance.

Plus notre bassin de compétences est solide, plus nos idées sont judicieuses, plus nous maîtrisons notre propre destinée économique. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de renforcer le quatrième pilier de l'économie dans le secteur des

services et de mieux positionner le Canada pour lui permettre de faire des affaires à l'échelle mondiale.

Exporter plus, vers plus d'endroits...

J'ai souligné l'importance de bâtir une infrastructure pour soutenir les secteurs qui stimulent notre économie aujourd'hui ainsi que le capital intellectuel et financier dont nous avons besoin pour faire croître la nouvelle économie.

En parallèle, nous devons aborder un troisième enjeu : à l'heure actuelle, nous comptons sur trop peu d'exportations vers trop peu d'endroits – et cela présente un risque pour notre pays.

Nous sommes en faveur des échanges, mais la plupart de nos exportations ne voyagent pas bien loin. En fait, les trois quarts de nos biens vont aux États-Unis. L'Accord États-Unis-Mexique-Canada nous rappelle à quel point nous comptons encore sur une seule économie.

La bonne nouvelle est que, au cours des dix dernières années, le Canada a négocié et conclu onze accords de libre-échange partout dans le monde, nous donnant ainsi un accès accru aux marchés mondiaux. Sur le plan politique et stratégique, nous comprenons l'importance de la diversification – et celle de prendre pied dans les marchés en expansion de l'avenir.

Mais jusqu'à présent, nous n'avons pas profité de cette occasion. Même dotés d'un meilleur accès aux marchés du monde entier, nous n'avons toujours pas diversifié de façon importante nos partenaires commerciaux à l'échelle mondiale.

Depuis 2000, d'autres pays du G7 ont vu leur volume d'échanges commerciaux augmenter à un rythme qui est au moins trois fois plus élevé que le nôtre. Les marchés émergents font grimper le leur huit fois plus rapidement. Parallèlement, la part des services dans les exportations brutes du Canada est inférieure à la moyenne par rapport à d'autres économies avancées.

Le gouvernement a préparé le terrain en créant des occasions dans des marchés partout dans le monde. Nous devons maintenant en tirer parti.

Les incitatifs peuvent constituer une façon à court terme de commencer à faire circuler les biens et services vers de nouveaux lieux.

Je ne parle pas de subventionner les biens eux-mêmes. Je parle d'une campagne stratégique et ciblée pour encourager les entreprises à investir dans l'infrastructure, l'innovation et l'administration, les pierres angulaires de l'accès aux nouveaux marchés.

Il conviendrait peut-être de commencer par un dialogue entre le secteur et le gouvernement sur les obstacles aux échanges qui subsistent toujours au-delà de la négociation de nouveaux accords. Dans nos relations avec les autres pays, particulièrement ceux où nous avons des accords commerciaux sous-exploités, nous devons mettre l'accent sur l'augmentation de la part du Canada de leurs importations.

Ce qu'il nous faut, c'est un nouveau type de diplomatie Canadienne – une diplomatie commerciale – la force d'une puissance moyenne en cette nouvelle ère. Je parle d'une diplomatie qui va au-delà de la politique et qui est entièrement axée sur le développement des affaires pour le Canada.

Dans le monde entier, on nous perçoit comme de bonnes personnes, mais il faut que l'on nous perçoive aussi comme de bons partenaires d'affaires.

Outre les diplomates compétents, nous pourrions demander aux dirigeants retraités de grandes entreprises canadiennes d'agir en tant qu'ambassadeurs du commerce. Nous pourrions nous inspirer des compétences et des relations qui les ont aidés à diriger avec succès des entreprises internationales, et les appliquer à tout le pays pour percer de nouveaux marchés.

Il est essentiel de réussir le commerce extérieur pour produire des avantages économiques à long terme.

J'ai dit au début que nous pouvions, avec raison, être fiers de la position que nous occupons sur la scène mondiale.

Nous devons maintenant faire preuve de l'initiative et de l'ingéniosité nécessaires pour que le Canada demeure un chef de file en matière de croissance et de nouveaux horizons.

Nous devons nous concentrer sur ce qui se passe maintenant... et sur ce qui s'en vient.

Cela signifie tirer le maximum de nos ressources naturelles aujourd'hui, tout en redoublant d'efforts pour nous préparer, nous et notre pays, à prospérer à l'ère des technologies avancées et de l'intelligence artificielle.

Cela signifie constituer un capital intellectuel, c'est-à-dire accueillir davantage d'immigrants compétents au Canada pour remédier à notre pénurie de main-d'œuvre actuelle, et mieux instruire notre population pour répondre aux demandes de compétences à venir.

Cela signifie attirer du capital financier dans des sociétés qui sont canadiennes et qui comptent le rester.

Cela signifie faire une place au commerce dans notre diplomatie mondiale.

Par-dessus tout, cela signifie compter les uns sur les autres au-delà des frontières, réelles et perçues, pour servir notre programme national.

Pour saisir l'occasion, nous devons nous unir en tant que nation, en voyant grand et en montrant que nous sommes prêts à devenir des chefs de file dans l'économie mondiale de demain.

Merci.